

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 03/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MERYL FIBER S.A.S.

BP 60089
62053 Saint-Laurent-Blangy

Références : 345-2025
Code AIOT : 0007000800

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement MERYL FIBER S.A.S. implanté Avenue de l'Ermitage BP 19 62051 Saint-Laurent-Blangy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MERYL FIBER S.A.S.
- Avenue de l'Ermitage BP 19 62051 Saint-Laurent-Blangy
- Code AIOT : 0007000800
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MERYL-FIBER est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) qui relève du régime de l'autorisation. L'établissement a été autorisé à exploiter, par arrêté préfectoral du 24 mars 1999 modifié, des installations de fabrication de fibres textiles en polyamides, par polymérisation à partir de sels de nylon.

Après des difficultés financières et une période de placement en redressement judiciaire, la liquidation de la société MERYL-FIBER a été prononcée par le tribunal administratif d'ARRAS le 30 juin 2012. Le liquidateur judiciaire alors nommé, Me SOINNE, a initié les travaux de mise en sécurité et de réhabilitation du site, mais ceux-ci n'ont pas été menés à leur terme. Le site est alors resté en l'état. En 2015 l'établissement public foncier (EPF) a fait l'acquisition du site dans le cadre d'un projet de renaturation mandaté par la communauté urbaine d'Arras.

L'EPF reprend donc à sa charge les travaux de mise en sécurité et de réhabilitation du site MERYL-FIBER pour le compte du liquidateur qui reste néanmoins le dernier exploitant du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activités	Code de l'environnement du 19/12/2022, article R.512-39-3	Sans objet
2	Cessation d'activités	Code de l'environnement du 19/12/2022, article R.512-75-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du site MERYL-FIBER a permis de constater les opérations en cours de mise en sécurité et réhabilitation du site par l'EPF. Le site est entièrement clôturé et surveillé. Les travaux de désamiantage sont en cours, préalable nécessaire aux opérations de réhabilitation du site.

Les analyses complémentaires des sols et des eaux en cours, viendront compléter le diagnostic réalisé en 2014 dans le cadre de l'élaboration du plan de gestion qui permettra de définir les mesures nécessaires de dépollution à mettre en place, compatibles avec l'usage futur envisagé. Des visites régulières seront réalisées par l'inspection pour suivre les opérations de réhabilitation du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activités

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2022, article R.512-39-3
Thème(s) : Risques chroniques, Mémoire de réhabilitation
Prescription contrôlée : I. Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées. « Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également : « 1° Les objectifs de réhabilitation ;

« 2° Un plan de gestion comportant :

« a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;

« b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;

« c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

Constats :

Pour mémoire, la liquidation judiciaire et la cessation des activités du site MERYL-FIBER ont été prononcées par le tribunal de commerce d'Arras le 30 mai 2012.

Le liquidateur judiciaire, Me Soenne en sa qualité de dernier exploitant, a transmis à l'inspection en avril 2014 un mémoire de cessation d'activités relatif aux mesures de mise en sécurité et de réhabilitation du site. Ce mémoire concluait à la nécessité de réaliser des investigations complémentaires dans les sols et les eaux souterraines afin de délimiter les pollutions détectées. En parallèle, les dernières visites réalisées sur le site par l'inspection en 2015, constataient une mise en sécurité inachevée avec notamment la présence sur l'ensemble du site de déchets et produits dangereux en quantités importantes qui restaient à évacuer. Le site est resté en l'état sans intervention du liquidateur.

Fin 2015, l'établissement public foncier (EPF) est devenu propriétaire du site, mandaté par la CUA, pour un projet de renaturation (conformément des trames verte et bleue). L'EPF prend donc à sa charge les opérations restantes de mise en sécurité du site et les travaux de réhabilitation de celui-ci. A noter que le liquidateur reste néanmoins le dernier exploitant du site.

Lors de la présente visite, l'EPF a présenté en séance les étapes de réhabilitation du site. Les marchés ont été passés dans le cadre d'une commande publique pour la réalisation des travaux de désamiantage, de déconstruction des bâtiments et de traitement des sources de pollutions. L'inspection a pu constater lors de la visite du site que les travaux de désamiantage ont débutés. On retrouve en effet sur le site de l'amiante en quantité importante dans les matériaux de construction mais également liée à l'outil de production (calorifugeage...). La décontamination est réalisée par zones sécurisées successives, vues lors de la visite. Des sas de décontamination des matériaux ont également été mis en place.

Concernant la prise en compte de la pollution des sols et des eaux, l'EPF a repris le diagnostic fourni en 2014 par le liquidateur, pour le conforter par des sondages et analyses complémentaires. Le volume des terres à excaver est estimé à 17 320 m³. Ce chiffre reste à affiner au regard de la délimitation à réaliser des zones de pollution concentrée. Un plan de gestion a été réalisé par le bureau d'étude TAUW afin de statuer sur les mesures de gestion à mettre en œuvre au droit du site, en vue d'assurer la compatibilité du projet futur avec l'état des milieux.

Concernant les sols, des sondages sont réalisés semaine 26 afin de délimiter les zones de pollutions identifiées lors du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de cessation d'activité en 2014. A noter que certains sondages ne pourront être réalisés qu'après la déconstruction de bâtiments.

Concernant les eaux souterraines, 3 piézomètres ont été retrouvés sur site et sont fonctionnels,

auxquels vont s'ajouter 4 piézomètres implantés à l'initiative de l'EPF. L'inspection a constaté la pose en cours des piézomètres lors de la visite.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Concernant les analyses des eaux souterraines et dans les sols , un suivi régulier sera réalisé par l'inspection. L'EPF transmettra les résultats des analyses et suivi réalisés. Le plan de gestion, amendé au regard des investigations complémentaires réalisées, sera également transmis à l'inspection. Les travaux de réhabilitation seront régulièrement suivis par l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cessation d'activités

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2022, article R.512-75-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire les opérations de mise en sécurité du site ont été initiées par le liquidateur en 2012, mais n'ont pas été menées à leur terme.</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection a pu constater que le site a été débarrassé des débris, déchets divers et produits qui jonchaient le sol sur l'ensemble du site. Quelques produits, potentiellement dangereux, et déchets liquides sont encore présents sur le site. Ils ont été regroupés sur l'ancien parc à déchets. Des analyses sur ces déchets sont en cours pour connaître leurs natures afin d'être évacués dans les filières adéquates. L'EPF a indiqué que le suivi et la déclaration d'élimination des déchets dangereux étaient correctement réalisés sur TRACKDECHET. De plus, le site et les accès aux bâtiments ont été entièrement clôturés. Les accès sont contrôlés et un système de vidéo-surveillance avec alarme de détection d'intrusion, constitué de 4 caméras implanté sur la périphérie du site est en place. Celui-ci a été vu lors de la visite. Un gardien est également présent sur le site la nuit.</p> <p>L'exploitant a indiqué que des tentatives d'intrusion sur le site sont régulières mais que le système en place est efficace.</p> <p>Enfin, des aires d'aspiration ont été aménagées en bord de Scarpe à destination des pompiers, en cas d'incendie des installations, en concertation avec les service de secours.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'EPF informera l'inspection de l'élimination de l'ensemble des produits dangereux et déchets encore présents sur le parc à déchets.

Type de suites proposées : Sans suite